



MIGRANT(E)S EN SUISSE : QUELLE CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT ?

RAPPORT DE LA TABLE RONDE TENUE DANS LE CADRE DU FORUM GLOBAL SUR LA MIGRATION ET LE DEVELOPPEMENT (GFMD)

**Jeudi 20 octobre 2011, de 13h-17h
Maison des Associations / Genève**

ORGANISATEURS

Fédération genevoise de coopération (FGC) - Yanik Marguerat

A la Vista ! Communication Sociale et FGC - Ximena Puentes

Groupe de Réflexion sur l'Afrique et le Congo-RDC (GRAC) - Jules Bagalwa Mapatano

**Réseau de Formation et de Recherche sur les Migrations africaines (REFORMAF)
Théogène Gakuba**

Association des Colombiens Chercheurs en Suisse (ACIS) - Carolina Obregón

RAPPORTEUR

Jules Bagalwa Mapatano



TABLE DE MATIERES

	Pages
Introduction.....	03
Première partie.....	05
1.1. Mot d’ouverture.....	05
1.2. Scientifiques migrants et développement.....	07
1.2.1. COCH : projet de collaboration Colombie-Suisse.....	08
1.2.2. Tradition et Médecine.....	09
1.3. Femmes migrantes et développement.....	11
1.3.1. Découvrir.....	12
1.3.2. The Vietnamese Heritage Institute – Suisse.....	14
1.3.3. Le Fonds Mondial de la Diaspora.....	15
1.4. Jeunes migrants et développement.....	18
1.4.1. African Diaspora Youth Network In Europe / section Suisse.....	18
1.4.2. Réseau Mondial de la Diaspora Camerounaise en Suisse.....	19
Deuxième partie : Conclusions et perspectives.....	21
2.1. Conclusion sur le panel « scientifiques migrants et développement».....	21
2.2. Conclusion sur le panel « jeunes migrants et développement ».....	22
2.3. Conclusion générale sur la table ronde.....	23
2.4. Intervenants.....	26

INTRODUCTION

A l'heure actuelle, nombreuses sont les instances, les espaces de concertation et de dialogue qui se construisent entre les Etats du Nord comme du Sud, les organismes multilatéraux et les organisations de la société, sur les questions des migrations internationales Sud-Nord. Ces différents espaces permettent ainsi d'échanger et de travailler sur les moyens de faire face aux conséquences parfois négatives desdites migrations d'une part, et d'autre part, pour tirer doublement profit de ces migrations, tant vers les pays d'origine des immigrés que dans leurs pays d'installation. C'est-à-dire pour promouvoir et soutenir des actions de développement dans les pays du Sud, notamment ceux d'où proviennent des immigrés, et également d'intégrer ceux-ci, selon les possibilités, dans les pays d'accueil et d'en faire des contributeurs au développement de ces sociétés où ils s'installent.

Le Forum Mondial sur la Migration et le Développement, FMMD, (en anglais *Global Forum on Migration and Development*, GFMD), est l'une de ces instances. La Suisse en a assuré la présidence en 2011. Dans ce cadre, plusieurs rencontres et échanges ont été prévus et encouragés par les autorités suisses afin que la société débattenne et s'interroge sur les possibilités et les conditions d'une mise en œuvre effective du lien entre migration et développement. Un lien qui n'est pas automatique.

C'est dans cette perspective que le groupe « migration et développement » de la Fédération genevoise de coopération (FGC) et de certaines associations de migrants partenaires ont organisé le 20 octobre 2011, à Genève à la Maison des associations, la table ronde *Migrant(e)s en Suisse : Quelle contribution au développement ?*

Les organisateurs de cet événement entendaient ainsi contribuer au débat en invitant les membres de trois réseaux d'acteurs issus des communautés migrantes : des jeunes, des femmes, et des scientifiques. Ils se sont concentrés sur des échanges approfondis entre spécialistes et praticiens en partant des expériences de terrain qui ont été menées et présentées par des membres de communautés migrantes.

La table ronde était organisée autour de 3 cycles de présentations faites par des intervenants suivie directement d'un échange avec les participants à travers des questions, des commentaires, des propositions.

L'objectif principal poursuivi par la rencontre était de cerner, à partir de ces échanges sur différentes expériences des réseaux de migrants, non seulement des réalisations mais aussi des problèmes, des besoins, des acquis, des potentialités et des pistes d'actions alternatives permettant d'esquisser des propositions concrètes à destination notamment des associations de migrants (et de leurs partenaires) et des pouvoirs publics suisses.

La table ronde a débuté par le mot d'accueil des participants, d'introduction et de mise en contexte de la table ronde. Mot qui a été prononcé par Yanik Marguerat, de la Fédération genevoise de coopération (FGC).

Le premier cycle de présentations « scientifiques migrants et développement », modéré par César Pulgarin, de l'Institut de Sciences et Ingénierie Chimique (ISIC) de l'Ecole Polytechnique de Lausanne (EPFL), a connu deux interventions. D'un côté Dr. Andrés Pérez, de la Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud, qui a parlé de l'expérience du projet *COCH : projet de collaboration Colombie-Suisse sur la modélisation agro-écologique*. De l'autre côté, Dr. Raphaël Eklou-Natey, de l'association Tradition et Médecine Genève, qui a parlé de l'expérience de cette association dans la recherche des solutions médicales en Afrique, en capitalisant scientifiquement le potentiel médicinal des plantes africaines.

Le deuxième cycle de présentations portant sur « femmes migrantes et développement » a été modéré par Madame Gloria Moreno-Fontes Chammartin, spécialiste en travail et migration au Bureau International du Travail (BIT) à Genève. Madame Rocio Restrepo, de l'association *Découvrir*, a ainsi présenté l'expérience de cette association dans l'accompagnement des migrantes déqualifiées d'origines latino-américaines dans leurs démarches de requalification et d'insertion professionnelle à Genève. Alors que Madame Awa N'Diaye, du *Fonds Mondial de la Diaspora*, a situé la genèse de ce fonds dans le contexte international actuel et comment pourrait-il être un instrument efficace utilisable par les diasporas africaines pour contribuer au développement dans des pays africains.

Le troisième cycle de présentations portant sur les « jeunes migrants et développement » a été modéré par Pierre Zwahlen, de la Fondation Terre des hommes – aide à l'enfance. Franck Minya y a ainsi présenté l'expérience en faveur du développement au Cameroun du *Réseau Mondial de la Diaspora Camerounaise en Suisse*. Alors que l'expérience de la section suisse de l'*African Diaspora Youth Network in Europe* a été décrite par Joël Hakizimana.

Pour clore la table ronde, des conclusions et perspectives ont été formulées successivement par Carolina Obregon, de l'*Association des Colombiens chercheurs en Suisse (ACIS)* ; par Théogène Gakuba, du *Réseau de formation et de Recherche sur les Migrations Africaines (REFORMAF)* ; et par Jules Bagalwa Mapatano, du *Groupe de Réflexion sur l'Afrique et le CongoRDC (GRAC)*.

Yanik Marguerat a alors clôturé officiellement la manifestation et a invité les participants à un verre d'amitié où des discussions informelles se sont poursuivies entre les participants, une occasion aussi pour permettre aux gens de mieux faire connaissance.

Le présent rapport¹ restitue donc les grands moments de cette table ronde. Il s'articule, à part cette introduction, en deux parties. Dans la première partie, est repris le résumé du mot d'introduction et de mise en contexte prononcé par Yanik Marguerat, et sont résumés les interventions ainsi que les échanges – qu'elles ont induits – avec les participants. Dans la deuxième partie, revenant en quelque sorte à la question et à l'objectif de départ, Carolina Obregon, Théogène Gakuba, et Jules Bagalwa Mapatano, membres des associations organisatrices, proposent des lignes conclusives sur l'un ou l'autre panel. Ils dégagent ainsi des résultats sortis de cette rencontre.

¹ Rapporteur : Jules Bagalwa Mapatano.

PREMIERE PARTIE : RESUMES DES PRESENTATIONS ET ECHANGES ENTRE LES INTERVENANTS ET LES PARTICIPANTS.



Les participants écoutent le mot d'accueil et d'ouverture que prononce Yanik Marguerat de la FGC.

1.1. Mot d'introduction (par Yanik Marguerat, FGC).

Yanik Marguerat donne le mot de bienvenue à cet après-midi de table ronde sur le thème de la contribution des migrants au développement :

La FGC est active sur la question migration et développement depuis 2007. En 2008 a eu lieu un Carrefour solidarité sur le thème avec un programme axé sur la possibilité de donner la parole aux personnes du Sud, et ensuite a eu lieu la mise sur pied d'un groupe de travail ouvert et composé d'associations membres de la FGC et d'associations de diasporas. Le groupe de travail a organisé de nombreuses activités et a entrepris plusieurs actions depuis 2009 (date de la création de ce groupe de travail). Cette table ronde s'inscrit aussi dans le cadre du Forum Mondial Migration et Développement (FMMD). Le FMMD est un processus volontaire mené par les Etats qui se dédie au dialogue informel, non-contraignant et axé sur des résultats en lien avec la thématique migration et développement.

Chaque année, le Forum est organisé par un gouvernement hôte différent et en 2011 cet honneur revient à la Suisse. Bien que le processus soit mené par les Etats, le Forum engage directement les partenaires de la société civile, qu'ils émanent des droits humains, du monde du développement, des organisations de migrants (diaspora), des syndicats, du monde académique, et du privé. Les acteurs de la société civile sont invités à contribuer au débat en faisant des recommandations et des propositions concrètes. Lors des dernières éditions du

Forum, les journées de la société civile ont eu lieu avant la rencontre des Etats. Après la Belgique, les Philippines, la Grèce et le Mexique, c'est au tour de la Suisse d'accueillir le Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD) avec 2 jours réservés pour les discussions entre Etats (le 1-2 décembre 2011) et 2 jours en amont organisés par la société civile (les 29 et 30 novembre 2011).

La société civile a d'ailleurs rédigé une série de recommandations entre cet été et cet automne à l'intention des autorités suisses et de la communauté internationale. Elles portent notamment sur le renforcement des capacités des migrants, la cohérence des politiques et de la coopération entre Etats et sociétés civiles. Une vingtaine d'associations ont apporté leur soutien de principe.

Il attire également l'attention sur l'Action Mondiale des Peuples (AMP) sur la Migration, le Développement et les Droits de l'Homme - qui est un événement de la société civile parallèle au Forum Mondial sur la Migration et le Développement – qui se déroulera à la Maison des associations du 29 novembre au 2 décembre 2011.

Le thème principal de l'AMP 2011 portera sur « les migrants sans-papiers – Un appel pour la régularisation ». Le programme de l'AMP 2011 met en lumière la lutte continue contre le racisme et la xénophobie en Europe et à travers le monde contre les migrants, ainsi que les appels pour des protections et droits égaux pour tous les migrants, indépendamment de leur statut.

Il invite les participants à participer nombreux à cette manifestation, si le thème les intéresse, et où ils peuvent aussi proposer d'organiser un atelier. Et il rappelle que 5 organisations ont collaboré pour la mise sur pied de cette table ronde et qu'il les remercie pour leur engagement et leur travail : le Groupe de réflexion sur l'Afrique et le Congo-RDC (GRAC) représenté par Jules Bagalwa Mapatano, le Réseau de Formation et de Recherche sur les Migrations Africaines (REFORMAF) représenté par Théogène Gakuba, l'Association des Colombiens chercheurs en Suisse (ACIS) représentée par Carolina Obregon, et A la Vista – communication sociale représentée par Ximena Puentes.

Finalement un grand remerciement est adressé également à la Direction du Développement et de la Coopération suisse (la DDC) pour le soutien financier qu'il a apporté à la réalisation de cette manifestation, ainsi que pour son engagement sur cette thématique.



Le panel *scientifiques migrants et développement*. Sur l'estrade de gauche à droite : Yanik Marguerat, Raphaël Eklun-Natey, le modérateur César Pulgarin, et Andrés Pérez.

1.2. Scientifiques migrants et développement.

Modérateur : César Pulgarin, Institut de Sciences et Ingénierie Chimiques (ISIC), EPFL.

Le modérateur constate, dans les universités suisses, l'existence des étudiants du Sud et dont la contribution a été reconnue depuis. En rentrant dans leurs pays d'origine, ces anciens étudiants y deviennent des ambassadeurs de la vie culturelle, politique, économique et scientifique suisses. Ces bénéficiaires font que la Suisse n'a pas mis le veto sur ces migrations estudiantines. Il arrive que certains parmi ces anciens étudiants deviennent des chercheurs et des chercheurs renommés (publications, brevets, etc.) en Suisse. Car la recherche scientifique est un domaine professionnel où le racisme, ambiant dans la société, n'est pas un critère dominant. Ainsi avec la méthodologie d'évaluation scientifique qui prime sur d'autres considérations dans le monde scientifique, des chercheurs étrangers travaillant en Suisse ou ailleurs peuvent faire disparaître les aprioris négatifs dont ils peuvent être au départ l'objet. C'est pourquoi, il invite des jeunes issus de l'immigration à s'intéresser à la science car c'est un domaine où le nom et l'origine des gens n'ont pas d'importance.

César Pulgarin souligne l'importance de la création par le Fonds National de la Recherche Scientifique (FNS) et la Coopération suisse (la DDC) des fonds de recherche vers les pays du Sud, des fonds qui sont devenus relativement importants. Ainsi, à sa connaissance, le fonds de la DDC serait de l'ordre de 6-7 millions de francs suisses aujourd'hui. Et qu'en considérant d'autres endroits et universités, l'argent disponible approcherait les 5-10 millions de francs, ce qui n'est pas négligeable. Il laisse alors la parole à Andrés Pérez pour illustrer la problématique avec un projet qui a été réalisé en Colombie.

1.2.1. *COCH : Projet de collaboration Colombie-Suisse sur la modélisation agro-écologique* (Andrés Pérez-Urbe, Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud)².

Andrés Pérez indique qu'il est arrivé en Suisse depuis 17 ans. En arrivant en Suisse, il entendait faire des études et rentrer en Colombie à l'issue de celles-ci. Mais des circonstances l'ont obligé à rester dans le pays à la fin de ses études. Il est content de mener des projets scientifiques vers son pays d'origine, à l'exemple du projet COCH Colombie-Suisse dont il n'a pas été à l'origine mais qu'il a contribué à libérer de certaines contraintes pour sa réalisation.

Ce projet a eu comme objectif de développer des modèles informatiques pour prédire et décrire les comportements des plantations de fruits tropicaux, avec le but de faire des recommandations pour plus de productivité y compris en cas de migrations de ces plantations. Parmi les partenaires du projet il y a eu ainsi la HEIG-Vaud, Biotec (Colombie), et le Centre International d'Agriculture Tropicale (CIAT) (Colombie).

Après avoir frappé à différentes portes en Suisse pour avoir les fonds nécessaires, il a fallu contacter 5 à 7 institutions différentes en Colombie. Ce qui produit un casse-tête administratif quand le projet est en exécution, car il faut fournir des rapports différenciés à des institutions qui n'ont pas les mêmes intérêts, priorités et types de problèmes sur lesquels elles veulent des connaissances et des réponses. C'est le premier problème rencontré dans ce genre de collaboration. En octobre 2003, grâce à l'Ambassadrice colombienne en Suisse, une rencontre avec le Secrétariat suisse de la recherche a lieu. Deux ans après, en 2005, l'accord du gouvernement colombien est donné.

L'exécution du projet démarre en octobre 2006. L'utilité du modèle à construire réside notamment dans l'identification des espèces de haute productivité, des conditions environnementales et de gestion des plantations d'un côté. Et de l'autre côté d'identifier des régions nouvelles où seraient exploitées ces espèces de haute productivité (migration des espèces), pour combler les besoins locaux des fruits tropicaux et aussi pour exporter des surplus sur le marché international. Le projet n'intervient pas dans un contexte vierge car il existait déjà en Colombie des cas connus d'amélioration de la productivité de la canne à sucre ou encore du guanàbana (*annona muricata*).

La philosophie qui sous-tend cette expérience se résume dans la phrase de James Cock pour qui « chaque plantation était une expérience en soi ». Il a fallu ainsi récolter et étudier les informations sur une série de variables (climat, qualité des sols, température, humidité, méthodes agricoles pratiquées par les agriculteurs) sur chaque plantation et sur chaque espèce ciblée, analyser ces informations, en tirer des résultats, et faire des recommandations. Le projet a accédé à plusieurs types d'informations y compris des images satellites des régions agricoles, tout ceci pour arriver à créer des modèles pour une bonne productivité.

L'idée est aussi d'impliquer les expériences des agriculteurs, avec l'espoir de recevoir des idées sur des bonnes recommandations. Ainsi des calendriers sont proposés aux agriculteurs qui peuvent y noter diverses informations. Ce modèle a permis d'arriver aux cartes qui proposent des régions où peuvent être cultivées avec une haute productivité les espèces étudiées. Une des espèces étudiées est le « Lulo » (*solanum quitoense*), produit de haute consommation en Colombie.

² Avec Hector Satizabal, Miguel Barreto et Daniel Jimenez.

Trois ans n'ont pas suffi pour valider tous les résultats. Donc, des fonds ont été recherchés en Suisse pour faire aboutir les thèses doctorales de chercheurs colombiens qui travaillent dans le projet. Les 3 modèles qui ont été validés via ces thèses sont mis dans un logiciel à utiliser en Colombie. Des transferts de connaissances ont lieu. Car les doctorants partent en Colombie pour expliquer ce logiciel aux acteurs sur place notamment les centres de recherche colombiens très impliqués dans la problématique. Ainsi un financement local est consenti par Asofrucol, l'association colombienne de producteurs de fruits, pour impliquer pendant 3 ans des milliers d'agriculteurs dans un projet collaboratif de partage d'expériences et donc de données pour enrichir les modèles informatiques développés et en développement. A cet effet, le CIAT a développé par exemple le projet Frutichiva. Il consiste à faire circuler dans tout le pays un bus adapté avec toute la technologie informatique pour transmettre des explications, des informations et des recommandations agricoles aux petits agriculteurs tout en récoltant des recommandations et informations auprès d'eux. C'est une révolution qui commence en Colombie.

1.2.2. *Tradition et Médecine* (Raphaël Eklou-Natey, Tradition et Médecine, Genève).

Originaire du Togo, le conférencier se voit comme un vieux migrant, car vivant depuis 40 ans en Suisse. Une situation qu'il pense « corriger » en retournant définitivement en Afrique pour mettre à contribution là-bas les acquis, les expériences et les compétences engrangés en Suisse. Il rappelle qu'aujourd'hui l'utilité des migrants pour les pays d'accueil, et les pays d'origines si des liens restent établis entre eux et ces pays, est désormais reconnue. Il félicite les organisateurs de cette table ronde d'y avoir associé des scientifiques, car selon lui les institutions officielles pouvaient y être hostiles. Car pour elles, la recherche (ici vers les pays d'origines de migrants) est trop compliquée et trop chère. L'une des conséquences de cette attitude est la perte des compétences, parce que les migrants scientifiques ne sont pas intégrés dans les cursus académiques ou scientifiques. On voit des diplômés finir en balayeurs ou en vendeurs dans les magasins.

On ne peut plus se limiter aux transferts des fonds des migrants note le conférencier, qui a failli ne pas être présent ici étant donné qu'il y avait aujourd'hui le discours professoral d'Edgar Ngansounou à l'Ecole Polytechnique de Lausanne (EPFL), ce dernier devenant le premier professeur ordinaire africain en génie rural. Un exemple de plus pour démontrer que les migrants sont tout aussi aptes à la recherche scientifique si la société majoritaire leur accorde effectivement une place dans celle-ci.

L'association Tradition et Médecine a été créée en 2000 à Genève durant l'explosion du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) en Afrique, alors que ce continent était laissée pour compte particulièrement dans les pays de l'Afrique australe. La naissance de cette association part de quelques constats :

- les thérapeutes africains guérissent ou soignent diverses maladies y compris le VIH grâce à des techniques traditionnelles ou anciennes et à moindre coût que la médecine occidentale ;
- les possibilités et les nécessités de rapprocher les thérapeutes des institutions scientifiques africaines reconnues dans le domaine médical pour qu'ils travaillent ensemble à trouver des solutions thérapeutiques aux diverses maladies qui affectent les populations;
- la prise de conscience de l'ampleur des moyens financiers à mettre en œuvre face au nombre de malades, les coûts des essais cliniques si l'on veut se conformer aux standards occidentaux de validation des médicaments ;

- la participation à la Conférence Internationale sur le SIDA et les Maladies sexuellement transmissibles en Afrique (CISMA) en 2001 au Burkina Faso à fin d'obtenir des rétroviraux pour les malades du syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA). Ceci a permis de réveiller les autorités publiques de la sous-région et déterminer si dix ans après elles honorent cette fois cette demande.

Dans cette démarche, les collaborations ont ainsi été développées avec :

- l'Université de Bamako / Mali, dont le centre de recherche toxicologique jouit aujourd'hui d'une reconnaissance internationale ;
- la Fédération malienne des associations des thérapeutes et herboristes, avec laquelle a été créé l'événement « la semaine internationale des guérisseurs de l'Afrique de l'Ouest ». Un rendez-vous où ils complètent leurs connaissances d'anatomie, échangent leurs expériences, et se font connaître à la population;
- au niveau international, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Agence des Nations contre le SIDA (ONUSIDA), et l'Université de Genève.

Dans les résultats atteints, il y a notamment :

- Une importante recompilation d'informations sur les plantes, ayant permis la rédaction d'un dictionnaire et des différentes monographies multilingues sur le potentiel médicinal des plantes africaines / Afrique de l'Ouest (en 2 volumes). Cet ouvrage est conçu comme outil de dialogue entre tradithérapeutes et chercheurs sur les problèmes médicaux dans cette sous-région.
- 1000 plantes ont été répertoriées, présentées, et nommées dans 150 langues différentes de la sous-région, sont faites aussi les descriptions de leurs utilisations dans les différents pays de la sous-région. Ainsi le jatropha, originaire d'Amérique, est utilisé depuis 25 ans au Mali, à la fois dans la production du carburant et dans la médication par les thérapeutes. Cet ouvrage a été rédigé en collaboration avec des co-auteurs suisses et d'Afrique de l'Ouest ;

Peuvent être notées parmi les leçons apprises de cette expérience de Tradition et Médecine :

- l'intérêt de l'ouvrage pour les thérapeutes à qui il est offert. Ils s'engagent à en enrichir les éditions futures ;
- chaque souscripteur à l'ouvrage qui le veut, sera inscrit dans l'ouvrage ;
- valoriser les plantes en valorisant les phytomédicaments, les *alicaments*, les cosmétiques. A ce stade, divers médicaments sont déjà produits au Mali. Comparé aux produits européens, ces médicaments défient toute concurrence car ils sont en moyenne 5 à 10 fois moins chers que les produits importés. Donc avec des produits locaux de qualité on peut soigner la population à moindres coûts.

Tradition et Médecine collabore aussi avec la Coopérative de la Diaspora africaine (CODAF), qui a été créée en 2011. Cette dernière veut notamment mobiliser le fond intellectuel et financier de la diaspora africaine pour le cautionnement des projets d'entreprises et l'acquisition des parts sociales par les membres de la diaspora.

En guise de conclusion, Tradition et Médecine appelle aux partenariats, invite les personnes et institutions intéressées à souscrire au dictionnaire, appelle aux appuis pour les études de faisabilité des centres de production des phytomédicaments, invite aux voyages au Mali non seulement à Bamako mais aussi en pays dogon où sont produits nombreux médicaments, invite les Africains à sortir des situations d'éternels assistés, enfin adresse ses remerciements à tous.

Discussion avec le public :

Question : Quelles sont les difficultés auxquelles les chercheurs sont confrontés dans la recherche en sciences exactes ? La question est posée aux deux intervenants au regard de leurs expériences dans deux contextes géographiques différents.

Réponse : Les recherches qui sont les plus efficaces ne sont pas forcément celles à l'application directe, immédiate. Ce qui manque dans les pays du Sud ce sont des chercheurs de haut niveau. Or quand on a des gens de très haut niveau avec des outils théoriques, conceptuels et méthodologiques adéquats, on peut commencer à faire une bonne recherche. Une bonne recherche appliquée est celle qui permet d'avancer dans des choses très pointues. Or pour y arriver il faut du matériel de recherche performant, et souvent les donateurs cherchent des résultats immédiats à mettre dans leurs rapports annuels plutôt que de laisser la recherche avancer en profondeur, ce qui demande du temps.

Réponse : Pour avancer dans la recherche, il faut le facteur temps. Les autres obstacles ce sont les autorités locales qui veulent du concret immédiatement. En Afrique, on pourrait encourager des médicaments contre la malaria qui sont produits à moindre coût (souvent la matière première ce sont des mauvaises herbes, dont l'arrachage contribue aussi à l'entretien des champs, d'où aussi un bénéfice écologique). Mais les gouvernements africains n'encouragent pas les recherches locales, en ne faisant confiance qu'aux médicaments importés d'Occident. Il faut aussi que les chercheurs acceptent de savoir se vendre et acceptent que le monde fonctionne aussi par la logique de l'intérêt financier.

Question : Avec l'occupation des terres en Afrique par les Chinois, Tradition et Médecine n'a-t-elle pas de difficultés pour accéder aux herbes ?

Réponse : Il n'y a pas seulement les Chinois qui viennent faire main masse sur les terres en Afrique, il y a aussi les Indiens mais aussi les universités américaines qui achètent des milliers d'hectares pour parait-il faire de la recherche, mais en réalité pour produire et exporter vers leurs pays. Il y a expropriation foncière, on fait de la monoculture - connue pour épuiser les sols – avec fortes pesticides et engrais chimiques. Donc pas de développement durable. Le seul conseil à donner aux Africains c'est d'acheter des terres en Afrique tant que c'est possible.

1.3. Femmes migrantes et développement.

Modératrice : Gloria Moreno-Fontes Chammartin (Bureau International du Travail, Genève).

Gloria Moreno-Fontes Chammartin s'occupe des questions de travail et migration, et notamment de l'aspect genre dans sa fonction au BIT. Elle présente les 3 conférencières et fournit quelques points de repères sur les migrations féminines.

Elle note ainsi que les recherches récentes montrent que les femmes émigrent de plus en plus souvent en quête d'un travail. D'après les études faites au BIT, les femmes ont moins d'opportunités légales pour arriver à une immigration permanente (seulement près de 35% y arriveraient) dans les pays d'accueil. Et que même dans le cas de l'immigration temporaire fixée par les accords bilatéraux dans des secteurs comme l'agriculture ou la construction, les femmes sont exclues ou discriminées de ces opportunités qu'on ne réservait qu'aux hommes. La modératrice note cependant que la migration est en train de donner des opportunités aux migrantes dans la basse échelle du marché du travail (travail domestique...), mais en même temps le coût social de la migration féminine reste très élevé. L'expérience des Philippines montre ainsi que des migrantes passent 15 ans à l'étranger sans avoir vu leurs familles et enfants. Il existe peu de données sur leurs conditions de travail et salaires, mais les quelques données disponibles indiquent que les femmes migrantes sont sous-payées ou pas du tout, n'ont pas de protection sociale, et qu'elles sont concentrées dans des types d'emplois précis. Comment les associations de femmes migrantes abordent-elles ces questions ? La parole est donnée dans un premier temps à Madame Rocio Restrepo, de l'association Découvrir.



Le panel *femmes migrantes et développement*. De gauche à droite : Rocio Restrepo, Gloria Moreno-Fontes Chammartin, Khanh Ho Van-Do, Awa N'Diaye.

1.3.1. *Découvrir*, Association pour l'intégration professionnelle des femmes migrantes à Genève (Rocio Restrepo, Association Découvrir, Genève).

La conférencière commence par rappeler qu'elle va parler de la situation des migrantes « déqualifiées » à Genève. C'est-à-dire, des migrantes qui détiennent des diplômes universitaires depuis leurs pays d'origine, des diplômes qui ne sont cependant pas reconnus en Suisse. Elle indique que dans son pays d'origine, la Colombie, elle était gestionnaire d'entreprise. Mais arrivée en Suisse, elle est obligée de faire une nouvelle formation en psychologie à l'Université de Genève car sa formation colombienne n'a pas été acceptée en Suisse où au contraire elle a été déqualifiée et n'y exerçant que des « petits emplois ». Après sa nouvelle formation suisse, elle s'engage comme stagiaire non payée à l'OSEO (première opportunité de travail) avant de créer l'association Découvrir. Ce stage est alors effectué dans l'objectif de prouver aux Suisses, que comme migrante, elle peut travailler parfaitement avec sa tête (effectuer donc un métier intellectuel correspondant donc à son niveau). Elle luttait ainsi contre certains aprioris négatifs, dont elle était victime comme migrante qualifiée, qui la reléguaient aux « petits » emplois manuels.

Le but de l'association Découvrir est d'aider des femmes migrantes qualifiées à sortir du chômage et de l'assistanat à Genève, en les accompagnant dans des projets susceptibles de diminuer leur déqualification et permettre leur (ré) insertion professionnelle.

Les constats suivants ont notamment été faits sur le terrain :

- Les raisons de migrations sont diverses : les raisons politiques y compris pour les réfugiés, les raisons économiques personnelles des individus ou au contraire liées au contexte global des pays d'origines, les raisons familiales ;
- Les obstacles à l'insertion à Genève sont divers : manque de maîtrise du français, manque d'expérience professionnelle en Suisse et non reconnaissance en Suisse de l'expérience professionnelle antérieure dans les pays d'origine, et l'isolement social ;
- Quelques stratégies pour sortir de la déqualification sont : l'apprentissage du français, faire un stage pour montrer son expérience professionnelle et prouver qu'on peut bien travailler avec sa tête, entreprendre une démarche d'équivalence des diplômes, faire une formation complémentaire, élargir son réseau professionnel (soirées de rencontres de gens de mêmes métiers, de même situations, de mêmes besoins) et on découvre que l'on n'est pas seul et qu'il y a des gens avec lesquels on peut agir ensemble.

L'expérience de l'association Découvrir permet de comprendre des raisons de la déqualification de migrantes, c'est-à-dire comprendre ainsi comment une migrante diplômée devient femme de ménage :

- Le découragement et l'abandon des démarches compliquées pour la reconnaissance des diplômées obtenues au pays d'origine ;
- La double discrimination : être femme et migrante ;
- Les préjugés des employeurs qui croient que la femme migrante serait incapable de travail (mais ces préjugés ne sont pas toujours stables) ;
- La mauvaise situation économique personnelle ;
- La faiblesse psychologique qui peut avoir des effets sur la santé psychique et physique de la migrante ;
- Le type de permis de séjour détenu (permis provisoire ? situation de clandestinité ?) qui pousse bien souvent ces femmes dans le travail non qualifié.

Pour autant les femmes migrantes ne sont pas sans apports positifs à la Suisse. Car elles :

- Sont des ressources de vie, elles apportent des expériences, sont une force productive au service de la Suisse ;
- Sont porteuses d'idées novatrices grâce à la diversité de leurs origines et cultures y compris socioprofessionnelles ;
- Ont une manière différente et complémentaire de travailler et de résoudre les problèmes.

La migrante devrait ainsi être mieux perçue par la société suisse comme une ressource plutôt qu'une charge. Elle devrait être perçue aussi comme contribuant à la croissance et au développement de cette société d'accueil qui croit voir en elle plus un élément de récession ou de stagnation. C'est pourquoi pour lutter contre la déqualification des femmes migrantes, Découvrir recommande, au niveau mondial, l'harmonisation des conditions d'obtention des diplômes dans un certain nombre des domaines de formation. Ceci éviterait la déqualification automatique des migrantes et migrants.

(Dans un complément, Gloria Moreno-Fontes Chammartin indique que le BIT a fait une étude en Suisse sur 26 femmes migrantes qualifiées. Etude qui montre que la déqualification des femmes migrantes est durable).

1.3.2. *The Vietnamese Heritage Institute – Suisse*, VHI-Suisse (Khanh Ho Van-Do, The Vietnamese Heritage Institute – Suisse).

Khanh Ho Van-Do vit en Suisse depuis 41 ans. Elle évoque les expériences de développement menées par son association avec et au profit des femmes au Vietnam. The Vietnamese Heritage Institute a été créée aux Etats-Unis dans la diaspora vietnamienne, et son aile suisse remonte à 2009. L'association a entrepris des activités de développement au Vietnam parmi lesquelles la construction de 17 écoles, l'octroi des bourses d'études, des programmes de valorisation des chants traditionnels menacés d'extinction par l'occidentalisation et la modernisation, la collaboration avec l'Université C n Tho pour la promotion des cultures biologiques face aux désastres causés par l'agriculture chimique, des activités de sensibilisation dans les écoles, et enfin le microcrédit comme principale contribution au co-développement et qui fait l'objet de sa présentation.

Le microcrédit est considéré par l'association comme un outil de lutte contre la pauvreté par Mohammed Yunus. Et dans ce cet objectif *The Vietnamese Heritage Institute* a lancé 4 projets :

- Le premier en 2000 où quelques dizaines de familles ont reçu un crédit de 50 dollars américains par famille. Les familles investissent cet argent dans le petit commerce comme la vente des galettes de riz. La rotation du crédit se fait après un an, et tous les prêts ont été remboursés après cette période et transférés à d'autres prêteurs. Le projet a été repris à la fin par le partenaire local ;
- En 2001 le deuxième projet est lancé pour 40 familles dans des régions paysannes très pauvres jadis touchées par les défoliants pendant la guerre américano-vietnamienne. Le microcrédit y est couplé avec la protection de la nature. Le modèle microcrédit mis en œuvre consiste à fournir du microcrédit tout en l'accompagnant par exemple d'une formation sur les connaissances élémentaires en matière de santé.
- Un troisième projet est lancé en 2003, sur 5 ans, en faveur de 150 familles grâce à une donation reçue d'une fondation américaine. Des activités d'élevage sont soutenues.
- En 2006 le troisième programme de microcrédit est lancé. Il concerne des personnes considérées comme ayant tout donné durant la guerre et qui une fois celle-ci terminée ont été oubliées par la société. Des aides ponctuelles puis durables sont octroyées aux anciens combattants jadis commis aux tâches civiles durant la guerre et aujourd'hui

oubliés par la société qui a retrouvé la paix et la prospérité. Ici aussi le taux de remboursement est de 100%.

- Le quatrième projet microcrédit a eu lieu à Tra Vinh. Il est soutenu par le Fonds 1% pour le développement des Nations Unies. Les familles sont soutenues pour mener des activités d'agriculture biologique, et tenter de rompre progressivement avec l'utilisation agricole antérieure massive de produits chimiques.

L'évaluation effectuée en 2006 montre parmi les résultats, le passage des activités moins rémunérées et instables à des activités rémunérées et plus viables à long terme. Les bénéficiaires de ces projets, soit 350 familles en 10 ans, sont pour leur tiers issus du village le plus pauvre de la région. La position des femmes semble aussi se renforcer grâce à d'autres activités de soutien et des nouvelles ressources créées par ces projets à savoir l'harmonie familiale, le transfert de connaissances, l'artisanat, l'activité religieuse, les sports. La mise en œuvre de ces projets a permis d'améliorer non seulement la vie économique, culturelle et sociale, mais aussi de créer la confiance en soi dans les individus et leurs villages.

S'agissant des leçons apprises, l'on constate que ces projets sont susceptibles d'améliorer les revenus des personnes et des communautés, de permettre d'intégrer une diversification des activités génératrices des revenus pour atteindre cet objectif, sont susceptibles de renforcer des liens communautaires, et d'améliorer le statut de la femme.

Parmi les difficultés auxquelles leur mise en œuvre a du faire face l'on peut noter : les réalités socioéconomiques du pays, les lourdeurs bureaucratiques, les limites inhérentes au bénévolat car dans les pays d'accueil les membres de l'association travaillent beaucoup et ne peuvent donc être toujours sur le terrain vietnamien. D'où une grande dépendance vis-à-vis des partenaires locaux pour la réalisation des projets.

Alors quelle contribution au développement ? Pour la conférencière, il serait prétentieux de dire en 2011 que la Suisse aurait besoin d'eux (les membres de leur association). Or ces mêmes membres sont des interlocuteurs valables, car ils détiennent une meilleure compréhension du pays (le Vietnam) et des enjeux que ne pourrait l'avoir un fonctionnaire suisse par exemple.

1.3.3. *Le Fonds Mondial de la Diaspora* (Awa N'Diaye, Fonds Mondial de la Diaspora, Genève).

Awa N'Diaye décrit son parcours migratoire comme atypique. Car elle n'est pas venue par une migration de travail mais elle a rejoint son époux qui travaillait à Genève. Après des études de lettres modernes et sciences politiques en France, elle va parfaire sa formation entre les grossesses et les études à l'ex Institut d'études du développement de Genève.

En 1996, la conférencière est parmi les fondatrices à Genève de l'association Espace-Femme Afrique. Cette association est née du constat d'un besoin d'un espace de recherche des solutions et de propositions, en matière de développement en Afrique, formulées par des femmes vers les opérateurs de la coopération internationale en Suisse et vers les dirigeants africains. Aujourd'hui cette association dispose d'un statut consultatif ECOSOC à l'ONU.

Quant au Fonds mondial de la diaspora, dont il est question ici, il est à inscrire dans un nouveau contexte international où les migrants et les diasporas sont reconnus de plus en plus comme des contributeurs au développement, particulièrement depuis la conférence des Nations Unies sur les migrants qui s'est tenue à New York au milieu des années 1990. Pour l'Afrique, après cette conférence, l'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros Ghali, avait convoqué à Addis-Abeba, siège de l'Union africaine, une conférence sur le

partenariat entre gouvernements africains et société civile. Et en 2003 l'Union africaine a décidé de faire de la diaspora la 6^{ème} région africaine pour deux raisons. D'une part il y a les compétences de très haut niveau acquises par les 2^{ème}s générations de migrants africains. Il ne s'agit pas de demander à ces générations de rentrer en Afrique - ce qui serait difficile - mais de les intéresser, de faire appel à leurs compétences. Et peut être par leur sursaut patriotique, ces migrants africains qualifiés pourraient retourner périodiquement en Afrique. Et d'autre part il y a leurs ressources financières. Avec d'excellentes idées, la communauté internationale et l'Afrique mettent en place depuis de nombreuses années des plans de sauvetage de l'économie africaine, mais l'argent manque pour les financer. L'aide publique au développement se rétrécit après les crises économiques qui frappent les pays industrialisés depuis le début du siècle.

Pour Awa N'Diaye, il faut ici que l'Occident décide de faire de ces migrants des entrepreneurs vers leurs pays d'origines. En 2006 a été créée l'Observatoire internationale des transferts de fonds de migrants (OITFM). Pour notamment mener des études approfondies sur l'impact de ces transferts de fonds. En 2010, des représentants venant du BIT, de la coopération internationale, des associations de migrants, ainsi que des Etats européens mirent en place le Fond mondial de la diaspora (FMD / WDF). Des pays africains, des institutions financières internationales comme la Banque africaine de développement (BAD), des pays européens et des migrants peuvent souscrire à ce fonds pour amener de la garantie financière. Laquelle permettrait aux migrants entrepreneurs d'avoir des financements bancaires pour leurs projets en Afrique.

Discussion avec le public :

Les questions du public ont porté sur :

- la question de la déqualification qui s'applique aux femmes mais aussi aux hommes,
- les pistes à suivre pour la création d'emplois dans les pays d'origine des migrants,
- la réplique des programmes de microcrédit à l'ensemble du territoire vietnamien,
- l'implication de l'Union postale universelle (UPU) pour la création de canaux qui permettraient de se substituer aux banques et autres bureaux de transferts de fonds comme Western Union.

Réponse : En considérant la diaspora vietnamienne en entier, l'impact de son action vers le Vietnam est important. Avec le taux d'intérêt de 1%, de la part d'une association, *The Vietnamese Heritage Institute* apporte de la micro-finance sans garantie. Alors que d'autres opérateurs financiers demandent des garanties immobilières, foncières ou autres que les petits paysans très pauvres ne peuvent fournir et donc ne peuvent accéder au crédit. C'est pourquoi les bénéficiaires de ses prêts le perçoivent comme un porte-bonheur. Elle travaille avec des régions par exemple touchées par les typhons et les inondations. Les emprunteurs qui n'ont pas remboursé à l'échéance annuelle, reçoivent encore un délai de grâce de 2 ans et plus jusqu'à ce qu'ils reviennent en bonne situation et finissent par rembourser leurs crédits.

La situation de la femme est meilleure au Vietnam que dans les pays arabes par exemple. Mais il reste tout de même le poids de la culture, et c'est de ce poids que l'association pense l'en libérer et la renforcer dans ses capacités. Car les femmes sont tout et sont partout, elles ont toujours été actives dans la société.

Réponse : Les hommes sont un peu plus forts et surmontent cette déqualification. Mais maintenant il y a 3 hommes dans l'association, c'est un début. Et les femmes sont plus collectives dans l'action que les hommes.

Les femmes trouvent plus facilement un emploi que les hommes, car elles bougent, vont vers les associations auxquelles elles peuvent parler, cherchent d'autres femmes pour unir leurs

efforts. Mais si elles trouvent de l'emploi c'est toujours de l'emploi déqualifié (femme de ménage, etc.). Découvrir a envisagé de travailler sur les hommes déqualifiés. Aujourd'hui, à Découvrir, il y a des cours de correspondance usuelle pour les hommes qualifiés. L'association a aussi la possibilité d'offrir la garde des enfants quand les parents font leurs cours de français.

Réponse : Le Fonds mondial de la diaspora s'adresse et aux hommes et aux femmes. Avec le printemps arabe et tous les conflits armés allumés en Afrique, les candidats à l'immigration augmentent. Après la conférence des pays les moins avancés (PMA) à Istanbul, il est question pour les pays du Nord de regarder vers les sources de financements innovants. En faisant qu'il y ait renforcement des capacités d'entrepreneur chez les migrants. Pour qu'ils deviennent porteurs de projets créateurs d'emplois qui iraient jusque dans les campagnes que les gens n'auraient plus envie de quitter. Car l'exode rural vers les villes peut se muer après en exode vers l'étranger et l'Occident.

Une des propositions faite au forum de la société civile à Istanbul est d'orienter les transferts de fonds des migrants vers des investissements productifs. A l'échelle globale, les transferts de fonds des migrants, toutes diasporas confondues, sont estimés aujourd'hui, notamment par la Banque mondiale, à près de 300 milliards de dollars américains. Mais 70% de ces transferts vont à des fins domestiques. Il faudrait que le BIT mette en place un programme d'éducation financière de migrants dans le but de renverser cette tendance.

L'Union postale universelle a été approchée en 2005 à Tunis lors du sommet mondial de la société de l'information. L'ambassadeur suisse, Walter Fust, alors directeur de la DDC, et d'autres partenaires internationaux étaient sur cette voie. La France est le porte étendard de cette démarche. L'on peut espérer que le G-20 qui se réunira à Cannes en novembre 2011, et dont le point 6 de son agenda traitera la question des financements innovants, aborde cette question du recours à l'UPU dans les transferts de fonds des migrants.



Le panel *jeunes migrants et développement*. Sur l'estrade de gauche à droite : Joel Hakizimana, le modérateur Pierre Zwahlen, et Franck Minya.

1.4. Jeunes migrants et développement.

Modérateur : Pierre Zwahlen (Fondation Terre des Hommes – aide à l'enfance).

1.4.1. Joel Hakizimana, *African Diaspora Youth Network in Europe* / section Suisse.

*African Diaspora Youth Network in Europe*³ / section Suisse est un réseau des jeunes d'origine africaine en Suisse qui vise l'excellence en s'appuyant sur les valeurs de l'*Ubuntu*. Interlocuteur du PIU, la section suisse est l'une des 52 sections que compte à travers le monde l'*African Diaspora Youth Network Europe International (ADYNE)*⁴. Dans sa démarche, l'accent est mis sur les défis et les moyens pour les relever. Ainsi le développement comme la paix, comme des objectifs poursuivis, doivent concerner l'esprit de membres de l'association et commencer par eux avant qu'ils ne la recherchent et ne cherchent à les réaliser à l'extérieur. Quel est le problème qui a été identifié au départ ? Les réflexions qui furent menées par les 30 membres en Suisse les amenèrent au constat que la seule minorité à faire l'objet d'une couverture négative ce sont les jeunes migrants noirs, maghrébins ou musulmans.

Lors d'une réunion de 3 jours en mars 2011 à l'Université de Zurich, ces membres demandent à ADYNE International comment travailler ensemble. Cette réunion a été organisée en partenariat notamment avec l'Association des étudiants de Zurich, le North-South Centre, et le Conseil de la diaspora africaine de Suisse. Selon les participants, les jeunes étaient un pont entre l'Afrique et la Suisse. Un potentiel qui pouvait être capitalisé. Les participants ont identifié aussi des problèmes notamment :

- L'absence de structure à laquelle ils peuvent s'identifier pour monter des projets de développement en Afrique ;
- La discrimination généralisée frappant les jeunes d'origines africaines en Suisse ;
- Leur méconnaissance générale ;
- Le sentiment d'être privé de droits ;
- La solitude ;
- Le sentiment d'être exclus de la démocratie et de la concordance suisses.

Et des besoins ont été pointés parmi lesquels des besoins de cohésion ou encore de formation. Enfin, des ressources ont été identifiées auprès des jeunes et qui ont été traduites en termes des potentialités et des pistes d'action. Ainsi les jeunes se sont reconnus avoir un grand potentiel comme l'ont eu les migrants d'hier et l'ont ceux d'aujourd'hui et du futur. Ils demandaient ainsi alors à la société suisse de leur ouvrir des portes pour réaliser ensemble par exemple les objectifs du millénaire pour le développement.

Les pistes d'action suggérées sont :

- Pour commencer, « aimons-nous car la paix commence par nous même dans notre maison ». C'est dans cette perspective que les jeunes célèbrent désormais en Suisse la journée internationale de l'enfant africain chaque 16 juin. Pour les activités prévues en 2012, il y a un festival sur l'éducation, un projet de hip hop éducatif, ou encore la récolte des fonds de solidarité pour la Somalie ;
- « Speak loud » : Selon ce principe, comme la voix de chaque personne compte en démocratie, il ne faut donc pas craindre de le dire à la société. C'est dans cette logique qu'un jeune Noir de Berne s'est porté candidat aux élections municipales ;
- Renforcer la cohésion entre les jeunes et les réseaux sociaux amis. Dans cette logique, il sera ainsi organisé à Caux un séminaire sur le rôle des jeunes dans la résolution

³ Réseau de jeunes de la diaspora africaine d'Europe.

⁴ Réseau international de jeunes de la diaspora africaine d'Europe.

pacifique des conflits en Afrique. Et il est envisagé la tenue en 2012 de 2 sessions de formation sur la citoyenneté des jeunes et la résolution des conflits.

1.4.2. Le Réseau Mondial de la diaspora camerounaise en Suisse (Franck Minya, Réseau Mondial de la diaspora camerounaise en Suisse).

Le conférencier donne 3 grands points de son propos : CASA NET en 2011, stratégies – actions et outils utilisés, difficultés – besoins et perspectives. Il indique que le réseau est né dans une chambre d'étudiants. Après les études en Suisse, des étudiants camerounais se sont demandé s'il fallait chercher du travail ici en Suisse, ce qui était difficile vu que pour nombre d'entre eux, la seule voie d'accès au permis de travail était le mariage avec un autochtone, un pas que la plupart n'étaient pas encore prêts à faire. Il fallait donc explorer d'autres alternatives.

Ainsi CASA NET est aujourd'hui le fruit d'un réseau d'associations pour faire converger des actions vers le Cameroun depuis différents pays. Il est parti d'un programme de retour de la diaspora camerounaise au Cameroun. En 4 ans, le réseau a réussi à fédérer 26 associations de la diaspora camerounaise répartie dans 10 pays. Sa philosophie est « retour et insertion professionnelle de la diaspora ». Ses intérêts se résument dans le soutien aux projets allant dans ce sens. Ses 3 outils sont : les forums annuels DAVOC (*Draw A Vision of Cameroon*) qui réunissent chaque année les associations membres du réseau CASA NET, l'annuaire électronique des compétences de la diaspora camerounaise, ainsi que les appareils d'appui aux projets qui articulent la cellule d'orientation des compétences (ODC) et la cellule d'évaluation des projets et de certification internationale.

Avant cette initiative, il y avait une distance malheureuse entre la diaspora camerounaise et le gouvernement camerounais du président Biya. Les choses ont changé aujourd'hui. Le réseau a obtenu la reconnaissance officielle du gouvernement camerounais comme l'un des partenaires pour le retour des Camerounais immigrés, les contacts avec les entreprises, par l'intermédiation pour des partenaires intéressés avec les objectifs poursuivis par le réseau.

Les rencontres entre la diaspora et le gouvernement camerounais se sont régulièrement tenus comme suit : DAVOC 2008 à Genève, Davoc 2009 à Lyon, Davoc 2010 à Bonn, Davoc 2011 à Yaoundé au Cameroun. C'était le grand retour des initiateurs du réseau au Cameroun pour matérialiser toutes les propositions avancées depuis 2008, et discuter avec le gouvernement camerounais de l'opportunité des actions proposées et de leur réalisation.

Dans les réalisations du Réseau, on peut notamment citer l'Annuaire électronique des compétences camerounaises de la diaspora. Il vise à faciliter la recherche d'emploi au Cameroun des Camerounais de retour de l'étranger.

Parmi les difficultés rencontrées par le Réseau l'on note :

- Le défi d'animer un réseau international et d'y recueillir ce qui est bon en vue de l'orienter vers le Cameroun. Ici se pose la contrainte de la coordination et de ses exigences ;
- La fragilité et la dépendance financière (dans un contexte de gratuité des prestations) ;
- La non-maturité des partenariats ;
- La contrainte des responsabilités et des ressources humaines clés. Ainsi au départ il n'y a que 3 personnes qui se lancent dans la concrétisation d'une idée. Aujourd'hui tout cela a évolué jusqu'à la création d'une fédération mondiale.

Pour les perspectives d'avenir du Réseau, traduites dans le projet CASANET, parmi les actions à entreprendre il est question notamment de :

- Lancer un fonds d'investissement de la diaspora camerounaise ;
- Rendre opérationnelle la cellule d'évaluation des projets et de leur certification internationale ;
- L'établissement par CASANET d'un partenariat de proximité avec la société civile et les milieux économiques camerounais.

Discussion avec le public :

Les questions ont porté sur :

- les raisons expliquant la réussite du projet CASANET au Cameroun et du réseau ADYNE au Burundi.

Réponse : Merci pour cette question qui est le fondement de tout. On s'est approché des autorités et on a construit des relations de confrontation constructive. Depuis qu'on est venu en Europe, les Camerounais ont passé beaucoup de temps à critiquer le régime en place au Cameroun mais cela n'a pas forcément fait avancer le niveau de vie des populations. Le Réseau Mondial de la diaspora camerounaise s'est demandé lui s'il n'est pas utile de tenter une autre voie. Celle de rencontrer le gouvernement camerounais, de lui proposer des choses à faire ensemble pour le développement du pays, en sachant que nous allons nous faire des reproches, mais aussi avancer. Il fallait saisir l'opportunité du moment à savoir l'existence dans ce gouvernement des gens sensibles à l'importance de la diaspora pour le développement du pays. Il fallait avoir le courage de dépasser les rancœurs individuelles et collectives et privilégier l'avenir du Cameroun comme étant le plus important.

Réponse : Au Burundi, un prix de l'enfance supporté par l'UNICEF a été gagné par ADYNE. La contrainte quand on va proposer un projet au Burundi ou ailleurs c'est d'entendre, toujours, les interlocuteurs demander « ça coûte combien » ? Les acteurs publics dans ces pays ne veulent pas contribuer financièrement. Il faut donc leur répondre que ça ne coûte rien, qu'il leur suffit juste d'être un membre ou entrer dans le comité du projet. Leur coopération étant tout de même nécessaire. C'est difficile de travailler avec des administrations qui ne répondent pas aux courriers et autres emails qu'on leur envoie. Mais il faut persévérer et continuer.

Commentaire d'un participant : Jeunes et formation, voilà deux éléments constitutifs du modèle en vigueur dans la coopération du développement. Un jeune africain qui repart dans son pays d'origine peut être une courroie de transmission du développement. Les jeunes peuvent le faire maintenant, ça passe ou ça casse mais il faut essayer. Mais l'un des problèmes majeurs en Afrique c'est la corruption des élites. C'est pourquoi ce qui comptera en termes d'apports venant de la diaspora ce n'est pas seulement l'apport des compétences techniques, mais aussi l'apport en terme d'intégrité. Les jeunes compétences venant de la diaspora doivent mouiller leur chemise, être des gens capables de vivre avec les étudiants et les citoyens au quotidien. Et non pas être des cadres qui passent leur temps à rouler dans les grosses Mercedes. Les jeunes vont-ils dire qu'ils n'ont pas d'expérience ? Ils vont l'acquérir sur le terrain. RAFAD et d'autres associations pensent à créer une banque qui utiliserait l'argent des migrants hors de la captation de Western Union et consorts. Il y a de l'argent en Afrique, et pour les porteurs de projets de développement il faut savoir le chercher. Avoir l'argent du président Biya au Cameroun, négocier avec les gens de son pouvoir pour avoir cet argent ne signifie pas voter pour eux. Il est nécessaire de se constituer en relais efficace, mais cela implique des valeurs qui ne sont pas faciles à défendre aujourd'hui dans des pays corrompus.

Deuxième partie : Conclusions et perspectives

2.1. Conclusions sur le panel « scientifiques migrants » (Carolina Obregon, ACIS).

La migration est un phénomène qui concerne les populations humaines depuis leur apparition sur la terre. Depuis cette époque de nos lointains ancêtres son but a été pour eux de trouver des meilleures conditions de survie. Aujourd'hui il ne s'agit plus uniquement de la survie dont il est question pour ceux qui s'engagent dans la migration, mais il est aussi question de trouver des meilleures opportunités et conditions de vie sociales, économiques et culturelles. Ces facteurs sont à la fois, très importants pour le bien être des personnes migrantes et très enrichissants pour les sociétés qui les accueillent. Nous n'allons pas entrer dans les détails ni même aborder les sources qui induisent les flux migratoires (ils sont très vastes). Cependant, la globalisation nous amène à trouver des nouvelles dynamiques qui nous invitent à interagir les uns avec les autres d'une façon différente. Aujourd'hui les migrants non seulement nous apportent en Suisse leur savoir, leur expérience et leurs bagages culturels, mais aussi ils sont en capacité de promouvoir des projets avec un impact important dans le développement scientifique et social dans leurs pays d'origine.

Concernant le développement scientifique, La DDC et son cousin le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche, ont bien mis en place depuis l'an 2000 des structures qui favorisent la coopération visant la création et le maintien des partenariats avec les pays du Sud, plutôt que « l'aide au développement ».

Quelques outils ont été créés en Suisse en vue d'établir des projets de coopération et de développement, comme la Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE) ou le financement des projets de recherche en coopération scientifique à travers le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Cependant, bien que ce travail donne déjà des résultats très intéressants, ce sont des structures très difficiles à aborder et ils restent liés exclusivement aux contextes académiques. Il faut créer des structures plus accessibles avec des dynamiques plus souples en vue d'intégrer le savoir-faire des migrants quand ils ne font pas partie des secteurs académiques, et surtout créer des programmes qui facilitent la reconnaissance des titres académiques en vue de l'intégration des migrants sur le marché du travail académique. Les projets de coopération Nord-Sud ont notamment la **caractéristique** d'être longs. Il faut assurer le soutien par la continuité des politiques et le maintien des fonds tant des pays du Nord que du Sud. Une nouvelle stratégie largement proposée par différents orateurs était la création des fonds de micro-finance, comme la Coopérative Financière de la Diaspora Africaine (COFIDIAF), dans le but de soutenir financièrement les initiatives entrepreneuriales de la diaspora scientifique.

Parmi les **difficultés** il y a lieu de noter :

- La difficulté à identifier les bons objectifs qui peuvent encadrer les projets de développement liés à la recherche ;
- Le manque de masse critique pour développer des projets de coopération et du support qui permet les échanges ;
- La difficulté dans la continuité des projets et la maintenance des politiques gouvernementales sur la question de la coopération surtout dans les pays en voie de développement ;
- Le manque de sécurité d'emploi des immigrés en Suisse, ce qui va à l'encontre de la création et le maintien des projets de coopération. Nombreuses personnes ne sont en Suisse que temporairement ou ne possèdent pas un permis de séjour qui leur permette de s'investir dans des projets de recherche et développement.

Comment alors **valoriser les projets de développement** ? :

- En tirant parti de l'expérience des personnes qui ont développé des projets de coopération entre le Sud et la Suisse ;
- En reconnaissant la force de la diaspora en Suisse, en profitant de la masse critique qui a été formée ici et promouvoir les échanges des connaissances et des technologies qui renforcent des capacités d'analyse des scientifiques du Sud ;
- En intéressant les scientifiques migrants aux problématiques de développement.
- En intégrant les instances gouvernementales du sud et leurs représentants en suisse pour aider à matérialiser leur investissement dans la coopération.

2.2. Conclusions sur le panel « jeunes migrants » (Théogène Gakuba, REFORMAF).

Les interventions de Joël Hakizimana et Frank Minya ont montré le rôle que peut jouer les jeunes non seulement dans le développement du pays d'accueil mais aussi du pays d'origine. Ce rôle peut être efficace si les associations travaillent en réseau. Les intervenants ont mis en évidence les besoins et les demandes de jeunes dans le domaine des migrations et développement. Les **jeunes** ont vraiment des **idées novatrices et des rêves** pour changer l'Afrique. Ils ont des compétences et ont mis en place des outils leur permettant d'accomplir leur mission, de mener les activités. L'implication des jeunes dans le développement du pays d'origine leur permet aussi de vivre leur identité culturelle, de ne pas être déconnecté dans leur pays d'origine. Les activités des jeunes doivent être soutenues par les institutions publiques et privées de deux pays (origine/accueil). Franck Minya a montré l'exemple du gouvernement camerounais qui est impliqué dans les activités de CASANET. Le **défi** à relever pour les gouvernements et les agences de coopération est d'impliquer les jeunes migrants dans les projets de développement et de financer les projets mis en place par ces jeunes.

2.3. Conclusions générales sur la table ronde (Jules Bagalwa Mapatano, GRAC).

Les différentes expériences associatives présentées par les différents intervenants nous montrent comment la diversité est une réalité constitutive des diasporas. Ces expériences associatives mais aussi individuelles des intervenants montrent également que ces diasporas se sont constituées à différents moments en Suisse, et pour plusieurs raisons spécifiques à chacune d'elles.

Ces expériences associatives mettent aussi en lumière un **double besoin dans ces diasporas en Suisse**: celui de s'intégrer dans le pays d'accueil, celui de reconstruire des liens avec les pays d'origine. L'intégration de ces diasporas dans le pays d'accueil semble apparaître comme une condition majeure pour reconstruire des liens solides avec des pays d'origines, liens qui sont concrètement mis en place par des réseaux sociaux formels ou informels composant et animant ces diasporas. A la lumière des expériences associatives ci-dessus, les réseaux sociaux de diasporas peuvent être entendus comme des regroupements volontaires des individus agrégés autour d'un but donné, ici la recherche de l'intégration en Suisse et/ou la contribution au développement dans les pays d'origines des diasporas.

La contribution au développement par les migrants ne peut plus être réduite seulement aux transferts d'argent : elle implique aussi et du savoir et du savoir faire. Ces expériences donnent à apprendre que la réussite de ces réalisations dépendrait, sur le terrain, de plusieurs facteurs que les porteurs des projets de développement issus de diasporas se devraient de maîtriser. Au moins **4 facteurs de réussite** émergent ici :

- la qualité de l'engagement fait par les réseaux sociaux des diasporas,
- leur capacité à collaborer et à mobiliser à leur profit des apports notamment financiers des réseaux partenaires suisses et non suisses,

- le travail avec les acteurs locaux et pas à leur place et la nécessité de les engager sans tarder dans des logiques d'autonomisation (passer le témoin dès que possible),
- des compétences techniques et culturelles (maîtrise de la culture suisse, des cultures et des terrains des pays d'origines) qui leur permettent de travailler facilement entre les deux espaces (Suisse, pays d'origines des migrants).

Parmi des **problèmes et des contraintes** qui ont été rencontrées, tant dans le pays d'accueil que dans les pays d'origines, et qui conditionnent aussi la réussite des contributions de migrants ressortent notamment :

- le statut de séjour précaire de nombreux migrant-e-s, ce qui ne leur permet pas une insertion professionnelle stable en Suisse ;
- la déqualification professionnelle voire le chômage élevé des migrants, la dévalorisation de leurs compétences par le pays d'accueil ;
- le financement souvent difficile des projets des associations des migrants qui n'accèdent pas toujours aux fonds de la coopération internationale en Suisse ;
- les limites du bénévolat qui induisent dans certains cas une forte dépendance de ces associations vis-à-vis des partenaires locaux dans les pays d'origines ;
- le labyrinthe ou le casse-tête administratifs et la coopération souvent difficile voire la méfiance des instances publiques des pays du Sud en plus de leur corruption.

Face à ces contraintes, les 13 **propositions et recommandations** suivantes sont ressorties et s'adressaient à différents acteurs :

- Que des meilleures politiques d'intégration (permis de séjour stable, insertion professionnelle, formation, non discrimination) de migrant-e-s soient offertes par les instances publiques suisses. Et qu'elles permettent la valorisation et la reconnaissance effectives des compétences acquises, dans certains cas en Suisse, par les migrant-e-s. Notamment par l'accès aux emplois correspondant à leurs qualifications y compris dans le champ de la recherche scientifique et de la coopération au développement;
- Que des actions de lutte contre la déqualification et le désœuvrement des migrant-e-s qualifiés soient mises en œuvre et encouragées par les instances publiques par divers dispositifs concrets ;
- Qu'une lutte contre la déqualification des femmes migrantes soit poursuivie en Suisse et au niveau mondial. Les Etats qui joueraient un rôle de leaders dans cette lutte viseraient l'harmonisation dans un certain nombre des domaines de formation des conditions d'obtention des diplômes. Ceci éviterait la déqualification automatique des migrant-e-s dès qu'ils immigreront ;
- Que les instances publiques et les réseaux suisses actifs dans la coopération au développement reconnaissent et valorisent les rôles des migrants dans les actions / projets de coopération en profitant de l'expérience des personnes qui ont été entrepris et réussi des projets de coopération entre la Suisse et les pays du Sud ;
- Que la Suisse mette à profit les compétences et la créativité des migrant-e-s qui ont été formé-e-s ici, pour soutenir des échanges des connaissances scientifiques et technologiques renforçant les capacités des pays du Sud en la matière. Et que les capacités et compétences d'action de ces migrants soient renforcés dans ce but ;
- Que les instances publiques suisses, s'inspirant par exemple des pays de l'Europe du Nord, financent les associations des migrants impliquées dans des dynamiques sérieuses de coopération au développement notamment vers les pays d'origines de leurs membres ;
- Que des compétences migrantes soient ainsi intéressées, encouragées et intégrées aux problématiques et champs de la recherche scientifique et de la coopération au développement vers le Sud;

- Que des programmes de formation professionnelle des jeunes issus de l'immigration soient mis en place notamment par des associations de migrants avec l'aide des instances publiques et d'autres partenaires sociaux suisses. Ces programmes concerneraient aussi les jeunes migrants qui sont emprisonnés et en attente d'expulsion. Ils auraient un bagage de compétences qui leur serait profitable ainsi qu'aux pays d'origines ;
- Que le Bureau International du Travail fasse de l'éducation financière de migrants pour les sensibiliser, avec des associations des migrants notamment celles qui ont organisé cette table ronde et d'autres partenaires, sur les voies d'orientation de leur argent vers des logiques de projets d'investissement ;
- Que soient mis en place par les diasporas, avec l'aide de différents partenaires suisses (DDC, SECO, RAFAD...) et internationaux (BIT, PNUD, BAD...), des fonds de micro finance et autres fonds d'investissement pour octroyer des crédits aux projets entrepreneuriaux sérieux portés par des migrants vers des pays d'origines ou du Sud ;
- Que les associations des migrants engagées dans la contribution au développement des pays d'origines renforcent leurs stratégies de construire des relations de confrontation constructive avec les Etats de ces pays, vers lesquels elles défendraient des valeurs d'intérêt général, de compétence et d'intégrité. Dans cette logique les représentations diplomatiques et gouvernements du Sud devraient être intéressés et intégrés dans les projets, pour permettre de rendre possible l'implication et la contribution des instances publiques du Sud aux projets apportés par les migrants;
- Que les Ministères des affaires étrangères des Etats africains mettent en place des directions s'occupant efficacement des diasporas et des réseaux de coopération au développement en issus.

Merci aux organisateurs, aux intervenants et aux participants pour les échanges qui ont eu lieu dans cette table ronde. Merci beaucoup à la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) et au Programme Global Migration. Leurs soutiens ont été indispensables pour la tenue de la table ronde.

Intervenants :

Pierre Zwahlen - porte-parole & chargé d'affaires publiques. Terre des hommes - aide à l'enfance. E-mail : pierre.zwahlen@tdh.ch

Franck Minya. Réseau mondial de la diaspora camerounaise en Suisse.
E-mail : franckminya@yahoo.fr

Joël Hakizimana Network de la diaspora africaine (ADYNE)
E-mail : Joel-Muhizi.Hakizimana@stud.unibas.ch

Gloria Moreno-Fontes Chammartin. OIT / Senior Labour migration specialist
E-mail: mfontes@ilo.org

Rocio Restrepo Association Découvrir.
E-mail : restreporamos@gmail.com

Khanh Ho Van-Do - The Vietnamese Heritage Institute - Suisse (VHI-Suisse).
E-mail : katdo@bluewin.ch

Awa N'Diaye - Fonds Mondial de la diaspora.
E-mail : espaceafrique@hotmail.com

Cesar Pulgarin- Institut de Sciences et Ingénierie Chimiques (ISIC) – EPFL
E-mail : cesar.pulgarin@epfl.ch

Andrés Pérez – Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud.
E-mail : andres.perez-uribe@heig-vd.ch

Raphaël Eklou-Natey -Tradition et Medecine. Université De Genève
E-mail : enraph2@yahoo.fr

ORGANISATEURS

Fédération genevoise de coopération (FGC) - Yanik Marguerat – www.fgc.ch

A la Vista ! Communication Sociale et FGC - Ximena Puentes - www.alavistatv.net

Groupe de Réflexion sur l'Afrique et le Congo-RDC (GRAC) - Jules Bagalwa Mapatano

Réseau de Formation et de Recherche sur les Migrations africaines (REFORMAF)
Théogène Gakuba - <http://www.reformaf.org/>

Association des Colombiens Chercheurs en Suisse (ACIS) - Carolina Obregón -
<http://www.acis.ch/>